



CARSOC

**Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne
Gouvernance en R.D. Congo**

Projet d'Appui à la Réingénierie de la Nation Congolaise – PARNaC

= Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC) =

**PLAN D'ACTION STRATÉGIQUE DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE CONGOLAISE POUR DÉFENDRE LA
DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT EN
R.D. CONGO (2026 – 2030)**

Documents des étapes du plan

= Notes d'information destinées aux partenaires =

= Juin 2026 =

CONTACT:

CARSOC

Dr. N.V. Kamavu, Directeur Exécutif

Téléphone/WhatsApp:	+243 815 733 053 /+1 514 243 2751
Bureau (au Congo):	Av. Tombalbaye, c/Gombe, Kinshasa, R.D. Congo
Courrier (à l'étranger):	C/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada
Courriel :	carsocasbl@yahoo.com irsc.ong@gmail.com
Site :	www.changeconcordc.org www.mccp-rdc.org

Table des matières

Introduction	4
I. Présentation du CARSOC	5
II. Conclave de la société civile sur l’avenir de la démocratie et de l’État de droit en R.D. Congo. Comment faire face aux enjeux politiques en cours? Note technique et termes de référence	6
1. Note technique	7
2. Termes de référence	8
III. Campagne internationale de plaidoyer sur la situation de la démocratie et de l’État de droit en République Démocratique du Congo (RDC). Note technique et Document de la campagne	10
1. Note technique	11
2. Document de la campagne	12
IV. Projet RDC 2028+. « Reconstruire une société civile mobilisable pour défendre la démocratie et l’État de droit en R.D. Congo (2026-2030) »	17
1. Sommaire	18
2. Contexte du projet	19
3. Description du projet	20
4. Public cible	22
5. Résultats attendus	22
6. Financement	23
7. Équipe du projet	23

INTRODUCTION

Le présent document reprend les documents décrivant les trois étapes initiales d'un processus ordonné et cohérent des actions stratégiques de la société civile congolaise pour défendre la démocratie et l'État de droit en RDC partant de 2026 à 2028/2030.

Ces trois étapes initiales sont :

- Étape 1 : Organisation du conclave de la société civile sur l'avenir de la démocratie et de l'État de droit en R.D. Congo;
- Étape 2 : Double campagne internationale, d'une part, de plaidoyer sur la situation de la démocratie et de l'État de droit en RDC et, d'autre part, de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du projet RDC 2028+;
- Étape 3 : Lancement et mise en œuvre du Projet RDC 2028+.

Les étapes suivantes des actions stratégiques se situent en aval du Projet RDC 2028+ dont les résultats progressifs détermineront leur concrétisation. Les contenus de ces étapes font ou feront l'objet d'autres documents. Ces étapes sont :

- 1. Combat contre le changement rétrograde de la Constitution;
- 2. Conquête de l'intégrité des élections générales à venir;
- 3. Formation des électeurs;
- 4. Participation aux élections pour une révolution démocratique;
- 5. Surveillance des élections et défense des résultats.

Ce document est diffusé par le CARSOC pour servir dans le processus visant à fédérer les organisations et personnalités civiles congolaises d'intérêt autour du combat commun pour la défense de la démocratie et de l'État de droit en RDC. Il va aussi servir à amplifier des contacts avec des partenaires extérieurs intéressés à soutenir cette cause.

La première partie du document présente succinctement le CARSOC. Les trois autres parties reprennent les documents respectifs des trois actions stratégiques initiales :

- 1. Conclave de la société civile sur l'avenir de la démocratie et de l'État de droit en R.D. Congo. Comment faire face aux enjeux politiques en cours? Note technique et termes de référence.
- 2. Campagne internationale de plaidoyer sur la situation de la démocratie et de l'État de droit en République Démocratique du Congo (RDC). Note technique et Document de la campagne.
- 3. Projet RDC 2028+. « Reconstruire une société civile mobilisable pour défendre la démocratie et l'État de droit en R.D. Congo (2026-2030) ».

Ces trois actions, dont spécialement le Projet RDC 2028+, vont requérir des ressources financières substantielles. La générosité des partenaires est largement sollicitée. Si nécessaire, les estimations budgétaires pourront être fournies sur demande.

I. PRESENTATION DU CARSOC

Le **Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo (CARSOC)** est une organisation non-gouvernementale (association sans but lucratif) créée par quelques universitaires et personnalités en RDC dont les recherches ou les actions portent sur la promotion du rôle de la société civile dans la construction de la démocratie et de la bonne gouvernance. Il est enregistré en RDC au ministère de la Justice et au ministère de l'Intérieur.

La vision du CARSOC est de faire émerger une société civile dynamique en R.D. Congo pour contrôler les gouvernants et les contraindre à la performance. Sa mission est de renforcer le contrôle social de la société civile congolaise sur les institutions publiques et privées et de promouvoir la bonne gouvernance dans le pays.

Le CARSOC a exécuté de juin 2022 à décembre 2023 le « **Programme Élections R.D. Congo – 2023 de la Société Civile Congolaise** ». Ce programme a consisté à appuyer les acteurs congolais prodémocratie (société civile et partis politiques) pour renforcer leurs capacités dans le cadre du processus électoral qui s'est clôturé le 20 décembre 2023. Plusieurs activités de sensibilisation et d'interpellation des acteurs politiques majeurs congolais ont été aussi réalisées. Le programme s'est clôturé par le déploiement des activités visant le renforcement des capacités des citoyens à voter efficacement à travers le projet dénommé « **Programme d'Éducation Électorale Intensive (PEEI)** » mis en œuvre d'octobre à décembre 2023.

Le **Projet d'Appui à la réingénierie de la Nation Congolaise (PARNaC)** a succédé à ce programme en mars 2024 avec pour ambition d'appuyer les élus de 2023 à faire émerger un État réformateur en République Démocratique du Congo (RDC) et de renforcer la société civile pour influencer efficacement ces derniers dans cette perspective. Ce projet s'est structuré autour de quatre composantes :

- Le Programme Permanent d'Appui au Développement de la Société Civile Congolaise (PADSOC);
- Le Programme Gouvernemental de Transformation de l'État, de l'Économie et de la Société (PGTEES);
- Le Programme de Développement des Compétences et Professionnalisme (PDCP);
- Le Programme Paix Durable à l'Est de la RDC (PROPAD).

Au cours des deux années passées depuis le lancement du PARNaC (mars 2024 – mars 2026), différentes actions ont été amorcées ou réalisées dans le cadre des projets spécifiques aux différents programmes. Davantage de détails sur le CARSOC ainsi que sur ses actions passées et actuelles sont repris sur le site internet www.changecongodc.org.

Depuis 2022, le CARSOC conçoit et met en œuvre ses projets en partenariat avec l'**Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise - IRSC** (ou GREPACEC) -, une association sans but lucratif des Congolais de la diaspora qui est basée au Canada. L'IRSC est également jusqu'à ces jours le principal soutien financier du CARSOC dans ses diverses prestations (à la hauteur de ses ressources limitées).

The background of the page is a large, slightly faded image of the flag of the Democratic Republic of the Congo. The flag features a blue field with a yellow five-pointed star in the upper left corner. A diagonal band of red, bordered by thin yellow lines, runs from the bottom left to the top right. The entire page is framed by a thin black border with rounded corners.

Conclave de la Société Civile Congolaise sur l'Avenir de la Démocratie et de l'État de Droit en R.D. Congo

Comment faire face aux enjeux politiques en cours?

Note Technique et Termes de référence

I. Note Technique

Le présent **conclave est destiné à mener la réflexion stratégique nécessaire pour redynamiser la société civile congolaise** afin de l'outiller à mener, de 2026 à 2028/2030, des actions pertinentes pour faire face aux enjeux socio-politiques en cours en R.D. Congo.

1. Objectifs

- a. Permettre aux acteurs clés de la société civile congolaise de débattre de la situation actuelle de la démocratie et de l'État de droit en RDC, d'un côté, et de comment organiser efficacement la société civile pour qu'elle participe adéquatement au combat pour la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit, de l'autre côté.
- b. Créer une équipe d'acteurs clés de la société civile pour faire le plaidoyer visant à remobiliser la communauté internationale en faveur de la démocratie et de l'État de droit en RDC.
- c. Mettre en place l'organe de supervision, d'orientation et de mobilisation des ressources du « Projet RDC 2028+ » qui vise à reconstruire une société civile mobilisable en RDC (ci-dessous).

2. Quand

- Été/Automne 2026
- Date à déterminer en fonction de la mobilisation des ressources.

3. Lieu

- À déterminer. Toutefois, le conclave devrait se tenir à l'extérieur de la RDC, pour permettre aux acteurs exilés d'y participer.

4. Participants

Quatorze à vingt participants dont :

- 70% délégués d'organisations de la société civile et 30% personnalités civiles;
- 50% délégués venant de la RDC et 50% délégués de la diaspora congolaise.

5. Financement

- À mobiliser pour couvrir les frais de billets d'avion, hébergement, restauration, fournitures, ...

II. Termes de référence

1. Contexte

La République Démocratique du Congo est un État dont le développement est compromis par la qualité de ses dirigeants, passés et actuels, qui imposent à la société des pratiques de mauvaise gouvernance tous azimuts.

En effet, la R.D.C. est un pays dont la population vit dans un État en faillite, croupissant dans une misère indescriptible; à la merci d'une classe politique majoritairement réputée médiocre et en quête permanente de l'opulence et de la conservation sans mérite des pouvoirs politiques pour garantir l'enrichissement personnel. Les agissements inconséquents et inconsistants de cette classe politique dirigeante rejaillissent négativement sur toute la nation, en fragilisant l'État et le rendant une proie facile aux intérêts étrangers. D'où la persistance des guerres et de l'insécurité à travers le pays.

Dans ce contexte, l'absence d'une société civile mobilisable empêche de sortir de l'ornière, en laissant le champ libre aux dirigeants congolais à tous les niveaux d'abuser de leurs pouvoirs.

2. Situation actuelle

La société civile congolaise souffre d'une incapacité chronique de mobilisation collective massive dans des revendications pour promouvoir l'intérêt général. Tout indique que les Congolais se mobilisent davantage dans des contextes festifs et joyeux, comme observé dans des occasions sportives ou musicales, mais beaucoup moins dans des contextes de revendication ou de défense de certaines causes communes.

En outre, les organisations de cette société civile manifestent des faiblesses organisationnelles et fonctionnelles importantes qui réduisent sensiblement leurs capacités d'action.

Par ailleurs, il a été noté depuis 2019 un engagement prodémocratie très fluctuant de plusieurs grandes organisations de la société civile (contrairement à la période précédente), à la suite de certaines allégeances politiques au pouvoir en place associées au tribalisme.

En 2023, la société civile congolaise a pour la première fois mis le pied dans le jeu politique en se dotant de quelques organisations politiques pour présenter des candidats (de la société civile) à tous les scrutins. Cependant, un engagement tardif dans le processus électoral couplé à un manque d'organisation stratégique et de financement ainsi qu'à la fraude électorale par le pouvoir organisateur a limité ses gains électoraux. Plutôt que d'être découragé par ces résultats, il faut plutôt considérer cette première tentative comme ayant été un processus de rodage dont les leçons vont permettre de faire mieux aux élections générales à venir si leur intégrité est conquise au préalable. Car, la demande de changer la classe politique est une flamme qui brille actuellement dans toutes les couches de la population congolaise. Il ne manque donc qu'une coordination organisationnelle et stratégique efficace pour concrétiser cette demande.

Le présent conclave est destiné à mener la réflexion stratégique nécessaire pour outiller efficacement la société civile congolaise afin de mener, de 2026 à 2028 ou après, des actions pertinentes pour faire face aux enjeux politiques en cours et produire une révolution démocratique à travers le changement de la classe politique aux prochaines élections générales.

3. Questions à traiter

« **Comment faire émerger une société civile mobilisable et comment la mobiliser pour faire face aux enjeux politiques en cours avec en perspective une révolution démocratique en RDC à l’horizon 2028?** », telle est la question principale de ce conclave.

Pour rappel, il y a trois enjeux majeurs qui invitent un engagement actif de la société civile congolaise, considérant l’affaiblissement aggravé des partis politiques de l’opposition :

1. Empêcher le changement rétrograde de la constitution de 2006;
2. Conquérir l’intégrité des scrutins à venir;
3. Changer la classe politique congolaise.

Ces trois enjeux appellent des « actions civiles » fortes dans le domaine politique, en d’autres termes, un engagement politique assumé de la société civile qui défie le crédo de l’apolitisme de cette dernière.

Le conclave se penchera sur des réponses à apporter aux questions concrètes qu’impliquent la réalisation de cet engagement, telles que :

- Comment faire émerger une société civile mobilisée et mobilisable?
- Quelles stratégies cette société civile devrait-elle mettre en œuvre pour :
 - Empêcher le changement rétrograde de la constitution de 2006?
 - Conquérir l’intégrité des scrutins à venir?
 - Créer un mouvement social pour changer la classe politique?
- Quelle(s) stratégie(s) de collaboration avec des partis politiques de l’opposition pour réaliser des agendas convergents sans leur servir de marchepied?
- Quelle(s) organisation(s) politique(s) pour faire concourir les membres de la société civile aux élections futures?
- Comment sélectionner efficacement les candidats de la société civile aux élections pour constituer la nouvelle classe politique?
- Quelles stratégies pour faire une campagne électorale efficace, surveiller l’intégrité des scrutins et défendre les votes exprimés le cas échéant?
- Quel programme de gouvernement devrait présenter la plateforme électorale de la société civile à la population congolaise?
- Comment mobiliser les ressources nécessaires à la révolution démocratique par la société civile?
- Comment remobiliser la communauté internationale pour qu’elle participe activement à la sauvegarde de la démocratie et de l’État de droit en RDC?
- Etc.

The background of the page is a large, slightly faded image of the flag of the Democratic Republic of the Congo. The flag features a blue field with a yellow five-pointed star in the upper left corner. A diagonal band of red and green, separated by thin white lines, runs from the bottom left to the top right. The entire page is framed by a thin black border with rounded corners.

**Campagne Internationale de Plaidoyer
sur la Situation de la DÉMOCRATIE et de
l'ÉTAT DE DROIT en République
Démocratique du Congo (RDC)**

Note technique et Document de la campagne

I. Note technique

La présente campagne vise à sensibiliser la communauté internationale sur les enjeux de politique intérieure de la République Démocratique du Congo (RDC) afin qu'elle se réengage dans les interventions de consolidation de la démocratie et de l'État de droit dans ce pays.

Le CARSOC voudrait inviter les actrices et acteurs intéressés par la promotion de la démocratie dans le monde à contribuer à la remobilisation de la communauté internationale en faveur de la démocratie et de l'État de droit en RDC en amplifiant cette campagne de plaidoyer au sein de leurs réseaux d'intervenants (publics et privés) dans ce domaine.

Cette campagne, commencée en février 2026, se veut permanente. Le document qui le soutient est actualisé en permanence en fonction des évolutions pertinentes de la situation de la démocratie et de l'État de droit en RDC.

Plusieurs organisations internationales ont déjà été sensibilisée dans le cadre de cette campagne en recevant par correspondance le document intitulé « ***État des lieux de la démocratie, de l'État de droit et des forces socio-politiques en République Démocratique du Congo depuis le début de l'année 2026. Que faire ?*** » (ci-dessous).

L'objectif actuel est de sensibiliser à partir de l'été 2026 les Chefs de gouvernements des pays occidentaux (Amérique et Europe) en leur apportant, en personne plutôt que par correspondance, l'information contenue dans le document susmentionné.

Ce plaidoyer en personne devra être réalisé par une équipe d'environ cinq acteurs de la société civile congolaise représentant néanmoins une coalition plus large d'organisations et personnalités civiles congolaises d'intérêt.

Les résultats recherchés de ce plaidoyer sont :

- **Une pression accrue sur le pouvoir de Kinshasa,**
- **L'accroissement des ressources pour la reconstruction rapide d'une société civile mobilisable en RDC (selon le modèle du **Projet RDC 2028+** ci-dessous).**

Les gouvernements ciblés par cette campagne sont ceux qui démontreraient actuellement une grande ouverture sur les questions de démocratie à travers le monde. Il s'agit de: Canada, Espagne, France, Belgique, Angleterre, Allemagne, Suède, Danemark, Union Européenne, Brésil, Mexique, etc.

La mise en œuvre de cette campagne requiert des ressources pour assurer la disponibilité et le déplacement des membres de l'équipe de campagne. La mobilisation de ces ressources constitue un préalable à la mise en œuvre de cette campagne.

ÉTAT DES LIEUX DE LA DÉMOCRATIE, DE L'ÉTAT DE DROIT ET DES FORCES SOCIO-POLITIQUES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2026. QUE FAIRE ?

La déconstruction de la démocratie congolaise en bref :

- **2011** : le Président Joseph Kabila fait réviser la Constitution de 2006 pour faire passer l'élection présidentielle de deux tours à un tour, une configuration qui lui était favorable pour sa réélection.
- **2018** : un opposant qui a perdu l'élection présidentielle, Monsieur Félix Tshisekedi, est substitué à un autre opposant qui a gagné cette élection, Monsieur Martin Fayulu, pour devenir Président de la République. Parce que tel en avait décidé le régime sortant pour partager le pouvoir avec ce dernier.
- **2021** : un coup d'État institutionnel est opéré à l'Assemblée nationale pour attribuer au Président Félix Tshisekedi une majorité parlementaire en violation assumée des lois de la République.
- **2023** : des machines à voter sont distribuées aux partisans du pouvoir pour bourrer les urnes lors des élections générales chaotiques de décembre, organisées de surcroît en violation assumée des lois de la République.
- **2026** : Le Président Félix Tshisekedi reconfirme en conférence de presse le 06 mai 2026 son projet annoncé en octobre 2024 de référendum constitutionnel pour changer la Constitution de 2006 qui lui interdit de briguer un troisième mandat présidentiel. Un référendum dont le processus et le résultat sont assurés d'être manipulés, par défi, comme pour les scrutins de 2018 et 2023.

La déconstruction de la démocratie et de l'État de droit, pourtant naissants en République Démocratique du Congo depuis l'adoption de la Constitution de 2006 et l'organisation des élections générales la même année, a bel et bien commencé sous le régime de Joseph Kabila (2001–2018).

À titre illustratif, on peut citer : la révision constitutionnelle de 2011 ayant supprimé le scrutin présidentiel à deux tours au profit d'un scrutin à un tour afin d'augmenter les chances de victoire du Président sortant ; le refus d'organiser les élections en 2016 dans le but de briguer un troisième mandat présidentiel pourtant interdit par la Constitution ; ainsi que la substitution du vainqueur des élections présidentielles de 2018, M. Martin Fayulu, par l'un des candidats battus, M. Félix Tshisekedi, proclamé président de la République pour avoir accepté de partager le pouvoir avec le camp du Président sortant Joseph Kabila qui n'avait finalement pu se représenter.

Cette dynamique de déconstruction de la démocratie s'est ensuite accélérée sous le régime du Président Félix Tshisekedi. Elle s'est notamment traduite par le renversement illégal de la majorité parlementaire en 2021 ; une gouvernance caractérisée par des violations permanentes et délibérées des lois et de la Constitution ; un processus électoral volontairement bâclé en décembre 2023, marqué par la distribution ciblée de machines à voter aux partisans du pouvoir afin de favoriser des fraudes électorales ; ainsi que l'annonce officielle, en 2024, d'un projet de changement constitutionnel visant à ouvrir la voie à un troisième mandat présidentiel. Après avoir été mis en berne en 2025 à la suite de la pression militaire de la rébellion de l'AFC/M23 marquée par la prise des villes de Goma et Bukavu, ce projet vient d'être réactivé en 2026 par les tenants du pouvoir à Kinshasa. Pour illustrer leur détermination à ce sujet, le deuxième Vice-président du Sénat, Mr Modeste Bahati Lukwebo, membre influent de la majorité présidentielle, a été contraint à démissionner pour s'être prononcé contre ce projet lors d'une conférence de presse tenue le 04 mars 2026. Pour ainsi tuer dans l'œuf toute autre future dissidence!

Dans sa conférence de presse du 06 mai 2026, le Président Félix Tshisekedi a reconfirmé son projet : **référendum constitutionnel et troisième mandat** « si le peuple le lui demande » à travers ce référendum. Pour y faire suite, l'Assemblée nationale a adopté le 27 mai 2026 le projet de loi référendaire. À la lumière des scrutins de 2018 et 2023, il n'y a point de doute sur l'issue de ce référendum s'il est effectivement organisé. Le Président a également confirmé la **non-organisation des élections de 2028** aussi longtemps qu'une partie des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sera sous occupation rebelle, tout en maintenant son projet référendaire. Pourtant, cette occupation n'avait pas empêché la tenue des élections de 2023 qui excluait certains territoires occupés du Nord-Kivu.

Depuis le début de l'année 2026, ce sont également les violations explicites et assumées des droits civils et politiques des Congolais, observées depuis le second semestre de 2025, qui témoignent du recul avancé de la démocratie et de l'État de droit, dans une logique manifeste de consolidation d'un régime autoritaire en RDC. Ces violations se manifestent notamment par :

- **Le harcèlement, les enlèvements nocturnes et les arrestations arbitraires de voix dissidentes :**
 - Aubin Minaku, Emmanuel Shadari, John Kabamba, Stéphane Shisso, Nathanaël Onokomba, Papy Mawesi, Dunia Kilanga, Parole Kamizelo, Norbert Yamba Yamba, etc.
- **L'exil forcé des dirigeants de partis politiques d'opposition et d'autres acteurs civils :**
 - Joseph Kabila, Matata Mponyo, Moïse Katumbi, Seth Kikuni, Claudel Lubaya, Frank Diongo, Jean-Claude Vuemba, Pero Luwara, etc.
- **La suspension ou l'interdiction des activités de partis politiques d'opposition**, notamment ceux ayant choisi de s'associer à l'ancien Président de la République au sein de la plateforme « Sauvons la RDC ».

Ce processus de déconstruction de la démocratie et de l'État de droit résulte essentiellement de la volonté des élites au pouvoir de pérenniser leur domination politique et de préserver un système de prédation. Sa mise en œuvre est facilitée par les faiblesses structurelles et chroniques des forces sociales et politiques internes.

La décomposition et la démobilisation de la société civile congolaise en tant que force sociale militante — à l'exception notable de la hiérarchie de l'Église catholique du Congo et de celle de l'Église protestante au Congo — sont aujourd'hui très avancées. Cette situation ne cesse de s'aggraver à mesure que la démocratie et l'État de droit reculent. Pourtant, c'est l'inverse qui aurait été souhaitable dans un tel contexte, afin de maintenir vivante la flamme du combat politique et de la défense des droits socio-économiques. Si cette réalité n'est pas rapidement corrigée, la société congolaise restera durablement une proie facile aux velléités dictatoriales de tout gouvernant, y compris ceux issus de l'opposition politique — l'actuel président en est une illustration éloquente.

L'affaiblissement profond des partis politiques d'opposition constitue une autre réalité majeure qui laisse le pouvoir en place sans véritable contrepoids. Leur inconstance et leur manque de cohérence dans le combat politique au cours des quatre derniers cycles électoraux ont fini par leur faire perdre la confiance des populations, désormais peu réceptives à leurs appels à la mobilisation. Cet affaiblissement politique concerne tant l'opposition parlementaire qu'extraparlémentaire. Avant les élections de 2023, il existait encore au sein des institutions une opposition parlementaire capable d'influencer les dynamiques politiques institutionnelles. Aujourd'hui, celle-ci est réduite à environ 20 députés sur 500 à l'Assemblée nationale, aucun député dans les 26 assemblées provinciales, et seulement 3 sénateurs sur 100 au Sénat.

Un acteur qui avait commencé à exercer un rapport de force susceptible d'influencer significativement l'agir politique du pouvoir central était la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, notamment après la prise des villes de Goma et de Bukavu en janvier et février 2025. Toutefois, à la suite de la signature de l'Accord de paix RDC-Rwanda à Washington le 4 décembre 2025 et de la perte subséquente de sa capacité de pression militaire, l'AFC/M23 se trouve aujourd'hui politiquement affaiblie. Cette perte de capacité de pression est d'autant plus réelle

que le pouvoir de Kinshasa n'a plus beaucoup d'empressement à négocier, avec en vue l'objectif de repousser les élections de 2028 en évoquant la poursuite du conflit. Il faut en effet noter que l'exploitation de l'agression du Rwanda comme capital en politique intérieure est poussée à l'extrême depuis le début de la rébellion, contrairement aux multiples autres conflits armés en cours à travers le pays.

Enfin, la lassitude croissante de la communauté internationale face à l'inconstance et au manque de crédibilité des acteurs politiques congolais a conduit à une quasi-indifférence à l'égard des questions de démocratie et d'État de droit en RDC. Après avoir exercé de fortes pressions sur le régime de Joseph Kabila entre 2016 et 2018 afin d'empêcher un troisième mandat, la communauté internationale s'est progressivement accommodée des multiples atteintes portées à la fragile démocratie congolaise par le pouvoir actuel. Cette attitude confère à ce dernier une marge de manœuvre accrue pour poursuivre, voire intensifier, les violations des droits civils et politiques des Congolais évoquées ci-dessus.

C'est dans ce contexte qu'il faut aujourd'hui réaliser comment « l'accord minier » USA-RDC de décembre 2025 est en train de devenir un accélérateur de la destruction de la démocratie congolaise. En effet, considérant qu'il s'agit d'un accord dont des pans entiers demeurent confidentiels, voici comment le Président Félix Tshisekedi s'en est servi pour justifier son projet de changement constitutionnel devant la presse le 06 mai 2026 : **« les Américains nous ont exigé certaines réformes qui doivent se faire au niveau de la justice, ces réformes ne se feraient pas sans réviser la Constitution. Donc vous allez nous interdire de la réviser parce qu'il y a deux pélés et trois tondus qui ne veulent pas qu'on touche à la Constitution et on va condamner tout un pays, tout une nation pour faire plaisir à ces deux pélés et trois tondus ».**

Et si cette demande des États-Unis ne visait qu'à protéger leurs ressortissants contre des poursuites judiciaires pour des infractions commises dans le cadre de l'exécution de cet accord?

Toutefois, le plus grave est surtout le fait de subordonner la Constitution du pays à un contrat commercial et aux demandes d'un autre État en défiant les institutions du pays et son peuple dont les voix opposées à ce contrat et au changement constitutionnel sont muselées.

Enfin, le gouvernement américain serait sollicité, à travers des lobbyings questionnables qui n'excluent pas des possibilités de corruption, pour renforcer politiquement le pouvoir de Kinshasa en s'ingérant dans la politique intérieure congolaise. Le cas d'espèce étant les sanctions ou menaces de sanctions américaines sur des opposants politiques congolais (comme l'exemple très discuté des sanctions imposées à l'ancien Président Joseph Kabila), sous prétexte de compromettre la mise en œuvre des accords de paix RDC-Rwanda. Mais, tout indique que « garantir la bonne exécution de l'accord minier » serait devenu le facteur déterminant des actions du gouvernement américain visant à s'assurer une totale collaboration du Président Tshisekedi.

Que faire ?

La reconstruction sur l'ensemble du pays d'une société civile forte et mobilisable, d'une part, et la remobilisation de la communauté internationale (dont ses *puissances moyennes* pour suppléer l'administration américaine actuelle) afin de la réengager sur les enjeux politiques congolais, d'autre part; telles sont les deux actions urgentes à entreprendre pour sauvegarder la démocratie et l'État de droit en RDC.

Il existe en RDC deux grandes structures de la société civile dont l'engagement de leurs hiérarchies envers la démocratie congolaise est sans faille : l'Église catholique du Congo et l'Église protestante au Congo. Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur ce dernier qui sont fréquentées par plus de 85% des Congolais. Au niveau local, ces paroisses constituent des structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines formées des élites laïques actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux structures le socle pour reconstruire rapidement une société civile forte et mobilisable. L'urgence d'organiser ces paroissiens laïcs s'impose!

Pour remobiliser la communauté internationale, il appartient aux élites civiles congolaises engagées en faveur de la démocratie et de l'État de droit d'entreprendre des plaidoyers crédibles à cet effet. Elles doivent rapidement faire émerger des équipes composées de nouveaux visages compétents et intègres auxquels les acteurs internationaux pourraient à nouveau faire confiance. Il s'agit d'obtenir de ces derniers deux engagements : un **soutien massif à la reconstruction rapide d'une société civile congolaise mobilisable** et des **pressions accrues sur les gouvernants congolais**.

Le dialogue national inclusif tant réclamé, pour lequel les Pères des deux Églises susmentionnées ont fourni beaucoup d'efforts depuis janvier 2025 mais auquel le pouvoir de Kinshasa continue à s'opposer, demeure indispensable pour définir une feuille de route crédible en vue de la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit au Congo. Le combat pour sa concrétisation doit se poursuivre. Toutefois, en l'absence de forces sociales structurées et de pressions politiques effectives — tant internes qu'externes — capables de contraindre le pouvoir à se conformer à la feuille de route qui en sortira, celle-ci risque de demeurer lettre morte.

The background of the slide is a large, slightly faded image of the flag of the Democratic Republic of Congo. The flag features a light blue field with a large yellow five-pointed star in the upper left corner. A diagonal band of red, bordered by thin yellow lines, runs from the bottom left to the top right. The entire slide is enclosed in a dark blue rounded rectangular border.

Projet RDC 2028+

**« Reconstruire une Société Civile Mobilisable pour
Défendre la Démocratie et l'État de Droit
en R.D. Congo (2026 – 2030) »**

SOMMAIRE

Titre :	Projet RDC 2028+ « Reconstruire une Société Civile Mobilisable pour Défendre la Démocratie et l'État de Droit en R.D. Congo (2026 – 2030) »
Domaine :	• Développement de la société civile • Promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.
Lieu d'exécution :	• République Démocratique du Congo (RDC): tout le territoire national
Organe d'exécution :	Consortium composé des organisations suivantes : • CARSOC – Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo ; • Église Catholique du Congo ; • Église du Christ au Congo (ECC) ; • Autres organisations et personnalités civiles congolaises pertinentes (opérant en RDC et dans la diaspora).
Source de financement :	• CARSOC • IRSC – Institut pour la Reconstruction de la Société Congolaise • Diverses organisations civiles congolaises • Population et personnalités congolaises • Divers partenaires internationaux.
Durée :	2026 – 2030
Conception :	• CARSOC • IRSC

I. CONTEXTE DU PROJET

La République Démocratique du Congo (RDC) est un État dont la population croupit dans une misère totale (malgré sa situation qualifiée de scandale géologique) à cause de la qualité de ses dirigeants, passés et actuels, qui imposent à la société des pratiques de mauvaise gouvernance tous azimuts et de déconstruction de la démocratie ainsi que de l'État de droit.

La persistance de ces pratiques résulte essentiellement de la volonté des élites au pouvoir de pérenniser leur domination politique et de préserver un système de prédation qui assure leur enrichissement personnel. Sa mise en œuvre est facilitée par les faiblesses structurelles et chroniques des forces sociales et politiques internes.

La décomposition et la démobilisation de la société civile congolaise en tant que force sociale militante sont aujourd'hui très avancées — à l'exception notable de la hiérarchie de l'Église catholique du Congo et de celle de l'Église protestante au Congo (mais dont le mode d'action « top-down » a montré ses limites en termes d'impact sur le pouvoir actuel à Kinshasa) —. Cette situation ne cesse de s'aggraver à mesure que la démocratie et l'État de droit reculent. Pourtant, c'est l'inverse qui aurait été souhaitable dans un tel contexte, afin de maintenir vivante la flamme du combat politique et de la défense des droits socio-économiques. Si cette réalité n'est pas rapidement corrigée, la société congolaise restera durablement une proie facile aux velléités dictatoriales de tout gouvernant, y compris ceux issus de l'opposition politique — l'actuel président en est une illustration éloquente.

Par ailleurs, l'affaiblissement aggravé des partis politiques d'opposition constitue une autre réalité qui laisse le pouvoir en place sans véritable contrepoids.

Face à ces constats, la reconstruction urgente sur l'ensemble du territoire national d'une société civile mobilisable dans la défense de la démocratie et de l'État de droit constitue l'unique issue possible. Car, le salut ne viendra guère de l'étranger, bien qu'il faille tout de même œuvrer à remobiliser la communauté internationale pour qu'elle exerce la pression nécessaire sur les autorités congolaises. Cette mobilisation de la communauté internationale devrait surtout se traduire par son soutien massif à la reconstruction de la société civile congolaise, dont le présent projet constitue une modalité.

Il existe en RDC deux grandes structures de la société civile dont l'engagement de leurs hiérarchies envers la démocratie congolaise est sans faille : l'Église catholique du Congo et l'Église protestante au Congo. Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur ce dernier qui sont fréquentées par plus de 85% des Congolais. Au niveau local, ces paroisses constituent des structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines formées des élites laïques actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux structures le socle pour reconstruire rapidement une société civile forte et mobilisable. L'urgence d'organiser ces paroissiens laïcs s'impose!

Le **Projet RDC 2028+** (le « + » vise à indiquer la cible de « 2028 et au-delà ») est construit de manière à capitaliser sur ces ressources afin de transformer les paroissiens laïcs (chrétiens et autres) en véritables forces socio-politiques de changement en République Démocratique du Congo.

II. DESCRIPTION DU PROJET

II.2.1. Vision

La vision du Projet RDC 2028+ est de « *développer la société civile congolaise afin de contraindre les gouvernants à la performance* ».

II.2.2. Mission

La mission du Projet RDC 2028+ se formule comme suit :

« *Créer et/ou renforcer les capacités de mobilisation et d'action collective de la société civile congolaise pour :*

- 1. Influencer et contrôler l'action des gouvernants;*
- 2. Défendre la démocratie et la bonne gouvernance;*
- 3. Revendiquer efficacement le droit au bien-être économique et social;*
- 4. Changer la classe politique ».*

II.2.3. Objectifs

Les objectifs poursuivis par le Projet RDC 2028+ sont :

1. Faire émerger et appuyer le développement organisationnel des groupes sociaux (nouveaux et préexistants) dans les localités congolaises.
2. Accroître la sensibilité et la réactivité des groupes sociaux et des résidents des localités en matière de défense et de promotion de l'intérêt général au niveau local et supra-local.
3. Accroître l'efficacité de la mobilisation collective des groupes sociaux et des résidents des localités au niveau local et supra-local.
4. Renforcer les capacités des groupes sociaux et des résidents des localités à défendre la démocratie, la bonne gouvernance et les droits socio-économiques.
5. Renforcer les capacités des électeurs congolais à sélectionner efficacement les prochains dirigeants pour changer la classe politique.

II.2.4. Activités

La stratégie du Projet RDC 2028+ comprend deux leviers essentiels suivants :

1. Faire créer dans chaque territoire d'une paroisse catholique (intégrant une ou des paroisses protestantes) au moins une structure permanente agissant à la fois comme actrice de la société civile locale et agente de développement de celle-ci.

Il existe environs 1445 paroisses catholiques au Congo dans les territoires desquels opèrent également une ou plusieurs paroisses protestantes. Les structures permanentes d'action locale ainsi créées seront des équipes de dix à quinze volontaires composées des laïcs engagés dans les activités courantes de leurs paroisses respectives.

Le choix du territoire paroissial comme lieu de mise en œuvre des activités du projet se justifie par le fait qu'il s'agit d'un espace géographique restreint permettant des actions de proximité avec les groupes locaux et les résidents. Mais le choix d'ancrer les structures permanentes de mise en œuvre du projet dans les paroisses tient également du contexte politique répressif actuel. Les infrastructures et les animateurs de ces structures pourraient y bénéficier d'une certaine protection car les paroisses sont souvent considérées comme des espaces sacrés.

2. Renforcer les capacités opérationnelles (compétences des animateurs et fonctionnement) de ces structures permanentes d'action locale.

La tâche la plus importante de la direction nationale du Projet RDC 2028+ sera de travailler au renforcement des capacités de différentes structures permanentes créées dans les paroisses. À cet effet, le conseil d'administration et la direction nationale conçoivent, mobilisent des ressources et mettent en œuvre des projets spécifiques destinés à réaliser cet objectif.

Ce sont ces structures permanentes d'action locale qui vont réaliser sur le terrain (territoire de chaque paroisse) les principales activités concourant à la réalisation des objectifs du Projet RDC 2028+ mentionnés ci-dessus. Ces activités sont les suivantes :

1. Activités pour appuyer le développement organisationnel, accroître la réactivité et améliorer l'efficacité de la mobilisation collective des groupes locaux (trois premiers objectifs) :

- a. Répertorier les groupes sociaux formels et informels locaux existants et promouvoir la création d'autres groupes sociaux d'action civique.
- b. Former les membres des groupes sociaux locaux à comment développer leurs organisations.
- c. Former les membres des groupes sociaux locaux sur l'identification des enjeux d'intérêt général à promouvoir ou à défendre et leurs stratégies d'action dans le cadre de la société civile.
- d. Former les membres des groupes sociaux locaux sur les techniques de mobilisation collective et d'action en réseaux dans l'espace public.
- e. Appuyer la création et le développement organisationnel des réseaux de mobilisation collective des groupes locaux.

2. Activités pour défendre la démocratie, la bonne gouvernance et les droits socio-économiques (quatrième objectif)

- a. Informer et sensibiliser les groupes sociaux locaux sur les questions de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits économiques et sociaux.
- b. Former les groupes sociaux locaux sur les techniques de contrôle social (citoyen) de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local et supra-local.
- c. Former les groupes sociaux locaux sur les techniques de revendication des droits économiques et sociaux au niveau local et supra-local.
- d. Mobiliser les groupes sociaux locaux et les résidents des localités pour défendre la démocratie, la bonne gouvernance et les droits socio-économiques.

3. Activités pour changer la classe politique congolaise (cinquième objectif)

- a. Sensibiliser les groupes sociaux locaux et les résidents des localités pour faire émerger un « mouvement social pour le changement de la classe politique congolaise (MCCP) ».
- b. Former les membres des groupes sociaux locaux à faire émerger et à sélectionner leurs candidats de valeur à présenter aux prochaines élections.
- c. Renforcer les capacités des candidats sélectionnés à s'organiser politiquement et à gagner les élections.
- d. Former les électeurs à voter utiles au profit de leurs candidats sélectionnés.
- e. Mobiliser les groupes sociaux locaux et les résidents des localités pour conquérir des élections crédibles, sortir les votes le jour des élections, surveiller et défendre les résultats des urnes.

Ces nombreuses activités à réaliser par les structures permanentes créées dans les différentes paroisses se regroupent néanmoins en trois catégories d'actions qu'il faut systématiser et rendre plus efficace auprès des populations et groupes sociaux à la base s'il faut espérer des résultats significatifs dans le combat de la société civile pour défendre la démocratie et l'État de droit en RDC. Il s'agit des actions de :

1. **Sensibilisation** (information),
2. **Formation** (renforcement des capacités),
3. **Mobilisation** (action des masses).

III. PUBLIC CIBLE

Les structures permanentes créées dans les territoires des paroisses disséminées sur le territoire national destineront leurs activités au public cible composé de :

- Groupes formels et informels locaux des jeunes, des femmes, etc.;
- Associations et organisations professionnelles locales;
- Leaders communautaires;
- Ménages locaux;
- Élités intellectuelles locales (enseignants, clergés, médecins, ...);
- Paroissiens laïcs des églises locales;
- Tout individu électeur vivant dans la localité;
- Tout jeune non-électeur mobilisable dans l'action collective.

IV. RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus du Projet RDC 2028+ sont les suivants :

1. Des groupes locaux d'action civique se multiplient, se développent, se dynamisent et se mobilisent collectivement de manière efficace et fréquente en réseaux au niveau local et supra-local en y entraînant des résidents des localités pour défendre la démocratie, l'État de droit et les droits socio-économiques.

2. La grande majorité des élus de la prochaine législature (2028 ou après) à tous les niveaux n'appartient plus à l'actuelle classe politique, mais provient des candidats sélectionnés par les communautés locales.
3. Les élus de la prochaine législature (2028 ou après) travaillent pour l'intérêt général et performant dans leurs prestations des services publics, en s'y contraignant eux-mêmes par crainte de la sanction des électeurs ou en y étant contraints par le dynamisme de la société civile désormais reconstruite.

V. FINANCEMENT

Le Projet RDC 2028+ va demander de mobiliser des financements substantiels aussi bien localement en RDC qu'à l'international (un document séparé détaillera le budget du projet).

1. Financement local en RDC

Les contributions des Congolais ordinaires seront sollicitées à travers divers canaux, dont en particulier des quêtes organisées par les paroisses pour soutenir le combat pour la démocratie et l'État de droit. Les élites congolaises (économiques et politiques) qui partagent ce combat seront encouragées à contribuer de manière beaucoup plus significative.

2. Financement de la diaspora congolaise

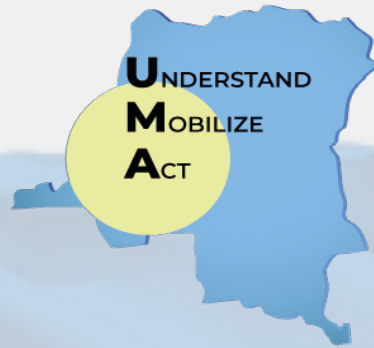
La diaspora congolaise est très sensible au combat pour la démocratie et l'État de droit en RDC. Des mécanismes efficaces pour encourager et capter leurs contributions financières vont être mis en place.

3. Financement des partenaires

Il existe au sein de la communauté internationale différents fonds multilatéraux et bilatéraux destinés à soutenir le développement de la société civile ainsi que la promotion de la démocratie et la bonne gouvernance à travers le monde. Des fonds privés provenant des organisations ou des philanthropes soutiennent aussi abondamment ces causes. Le projet va s'atteler à capter ces fonds de différents partenaires.

VI. ÉQUIPE DU PROJET

Le Projet RDC 2028+ sera géré par un consortium, dénommé **Consortium RDC 2028+**, qui constitue le conseil d'administration du projet. Il sera composé des délégués de certaines grandes organisations de la société civile et certaines personnalités civiles congolaises d'intérêt opérant en RDC et à l'étranger (diaspora). Ce conseil d'administration mettra en place un **bureau national** et des **bureaux régionaux** à travers le pays pour gérer le projet au quotidien sur le terrain, tout en privilégiant une structure administrative réduite et agile.



CARSOC

**Center for Support to the Strengthening of Civil Society
and Good Governance in the D.R. Congo**

Project for Supporting the Re-engineering of the Congolese Nation – PARNaC

= Permanent Program for Supporting the Development of Congolese Civil Society (PADSOC) =

**STRATEGIC ACTION PLAN OF CONGOLESE CIVIL
SOCIETY TO DEFEND DEMOCRACY AND THE RULE
OF LAW IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF
CONGO (2026 – 2030)**

Plan Stages Documents

= Information Notes for Partners =

= June 2026 =

CONTACT:

CARSOC

Dr. N.V. Kamavu, Executive Director

Téléphone/WhatsApp:	+243 815 733 053 /+1 514 243 2751
Bureau (au Congo):	Av. Tombalbaye, c/Gombe, Kinshasa, R.D. Congo
Courrier (à l'étranger):	C/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada
Courriel :	carsocasbl@yahoo.com irsc.ong@gmail.com
Site :	www.changecongordc.org www.mccp-rdc.org

Table of Contents

Introduction	4
I. Presentation of CARSOC	5
II. Civil Society Conclave on the Future of Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo. How to Address the Ongoing Political Challenges? Technical Note and Terms of Reference	6
1. Technical note	7
2. Terms of reference	8
III. International Advocacy Campaign on the Situation of Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (DRC). Technical Note and Campaign Document	10
1. Technical note	11
2. Campaign document	12
IV. DRC 2028+ Project. Rebuilding a Mobilizable Civil Society to Defend Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (2026–2030)	17
1. Executive summary	18
2. Project background	19
3. Project description	20
4. Target audience	22
5. Expected results	22
6. Funding	23
7. Project team	23

INTRODUCTION

The present document brings together the materials describing the three initial stages of an orderly and coherent process of strategic actions by Congolese civil society to defend democracy and the rule of law in the DRC from 2026 to 2028/2030.

These three initial stages are as follows:

- Stage 1:** Organizing the civil society conclave on the future of democracy and the rule of law in the Democratic Republic of Congo;
- Stage 2:** A dual international campaign: on the one hand, an advocacy campaign on the situation of democracy and the rule of law in the DRC, and on the other hand, a resource-mobilization campaign for the implementation of the DRC 2028+ Project;
- Stage 3:** Launch and implementation of the DRC 2028+ Project.

The subsequent stages of strategic actions take place downstream of the DRC 2028+ Project, and their implementation will depend on the project's progressive results. The content of these stages is or will be addressed in separate documents. These stages are:

1. The fight against the retrograde amendment of the Constitution;
2. Securing the integrity of the upcoming general elections;
3. Voter education;
4. Participation in the elections for a democratic revolution;
5. General elections monitoring and defense of the results.

This document is disseminated by CARSOC to support the process of federating Congolese civil society organizations and relevant civic actors around the common struggle to defend democracy and the rule of law in the DRC. It will also serve to strengthen engagement with external partners interested in supporting this cause.

The first section of this document provides a brief presentation of CARSOC. The three other sections respectively present the documents outlining the three initial strategic actions:

1. Civil Society Conclave on the Future of Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo. How to Address the Ongoing Political Challenges? Technical Note and Terms of Reference.
2. International Advocacy Campaign on the Situation of Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (DRC). Technical Note and Campaign Document.
3. DRC 2028+ Project. « Rebuilding a Mobilizable Civil Society to Defend Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (2026–2030) ».

These three actions — particularly the RDC 2028+ Project — will require substantial financial resources. The generosity of partners is strongly encouraged. If needed, budget estimates can be provided upon request.

I. PRESENTATION OF CARSOC

The **Centre for Support to the Strengthening of Civil Society and Good Governance in the Democratic Republic of Congo (CARSOC)** is a non-governmental organization (non-profit association) created by some academics and public figures in the DRC whose research or activities focus on promoting the role of civil society in building democracy and good governance. It is registered in the DRC with the Ministry of Justice and the Ministry of the Interior.

CARSOC's vision is to foster the emergence of a dynamic civil society in the DRC capable of holding public authorities accountable and compelling them to perform. Its mission is to strengthen the social oversight exercised by Congolese civil society over public and private institutions and to promote good governance in the country.

From June 2022 to December 2023, CARSOC implemented the ***“Democratic Republic of Congo 2023 - Elections Program of Congolese Civil Society.”*** This program supported pro-democracy Congolese actors (civil society and political parties) by strengthening their capacities throughout the electoral process, which concluded on 20 December 2023. Several awareness-raising and advocacy activities targeting major Congolese political actors were also carried out. The program concluded with a project aimed at strengthening citizens' ability to vote effectively through the ***“Intensive Electoral Education Program (PEEI),”*** implemented from October to December 2023.

The ***Project for Supporting the Re-engineering of the Congolese Nation (PARNaC)*** succeeded this program in March 2024, with the ambition of supporting the 2023 elected officials in fostering the emergence of a reform-oriented state in the Democratic Republic of Congo (DRC), and of strengthening civil society so that it can effectively influence them in this direction. The project is structured around four components:

- Permanent Program to Support the Development of Congolese Civil Society (PADSOC);
- Government Program for the Transformation of the State, the Economy, and Society (PGTEES);
- Skills and Professionalism Development Program (PDCP);
- Sustainable Peace in Eastern DRC Program (PROPAD).

Over the two years since the launch of PARNaC (March 2024 – March 2026), various actions have been initiated or carried out within the framework of projects specific to each programme. Further details on CARSOC and its past and current activities can be found on the website www.changeconcordc.org.

Since 2022, CARSOC has designed and implemented its projects in partnership with the **Institute for the Reconstruction of Congolese Society – IRSC** (or GREPACEC) -, a non-profit association of Congolese diaspora members based in Canada. The IRSC has also been, to this day, the main financial supporter of CARSOC's various initiatives (within the limits of its modest resources).

The background of the page is a large, slightly faded image of the flag of the Democratic Republic of Congo. The flag features a light blue field with a large yellow five-pointed star in the upper left corner. A diagonal band of red, bordered by thin yellow lines, runs from the bottom left to the top right. The entire page is framed by a thin black border with rounded corners.

Civil Society Conclave on the Future of Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo.

How to Address the Ongoing Political Challenges?

Technical Note and Terms of Reference

I. Technical Note

The present **conclave is intended to conduct the strategic reflection necessary to revitalize Congolese civil society** and equip it to carry out, from 2026 to 2028/2030, meaningful actions to address the ongoing socio-political challenges in the Democratic Republic of Congo.

1. Objectives

- a. Enable key actors of Congolese civil society to discuss, on the one hand, the current state of democracy and the rule of law in the DRC, and on the other hand, how to effectively organize civil society so that it can adequately participate in the struggle to safeguard democracy and the rule of law.
- b. Create a team of key civil society actors to lead advocacy efforts aimed at re-mobilizing the international community in support of democracy and the rule of law in the DRC.
- c. Establish the supervisory, guidance, and resource-mobilization body of the “*DRC 2028+ Project*,” which aims to rebuild a mobilizable civil society in the DRC (see below).

2. When

- Summer/Autumn 2026.
- Date to be determined based on resource mobilization.

3. Venue

- To be determined. However, the conclave should be held outside the DRC to allow exiled actors to participate.

4. Participants

Sixteen to twenty participants, including:

- 70% delegates from civil society organizations and 30% civic personalities;
- 50% delegates coming from the DRC and 50% from the Congolese diaspora.

5. Funding

- To be mobilized to cover airfare, accommodation, meals, supplies, and related costs.

II. Terms of reference

1. Context

The Democratic Republic of Congo is a State whose development has been undermined by the quality of its past and current leaders, who impose widespread practices of poor governance on society.

Indeed, the DRC is a country whose population lives in a failing State, trapped in indescribable poverty and at the mercy of a political class largely perceived as mediocre, constantly seeking wealth and the undeserved preservation of political power to secure personal enrichment. The reckless and inconsistent actions of this ruling political class have negative repercussions on the entire nation, weakening the State and making it an easy target for foreign interests. This situation contributes to the persistence of wars and insecurity throughout the country.

In this context, the absence of a mobilizable civil society prevents the country from escaping this downward spiral, leaving Congolese leaders at all levels free to abuse their power.

2. Current Situation

Congolese civil society suffers from a chronic inability to mobilize large-scale collective action in support of demands aimed at promoting the common good. Evidence shows that Congolese citizens tend to mobilize more readily in festive and joyful contexts—such as during sporting or musical events—but far less in contexts involving advocacy or the defense of shared causes.

In addition, civil society organizations display significant organizational and operational weaknesses that considerably limit their capacity for action.

Furthermore, since 2019, several major civil society organizations have shown highly fluctuating pro-democracy engagement (unlike in the previous period), due in part to political allegiances to the ruling power with respect to tribalism.

In 2023, Congolese civil society entered the political arena for the first time by creating several political organizations to present candidates (from civil society) in different stage elections. However, the late engagement in the electoral process, combined with a lack of strategic organization and funding, as well as electoral fraud by the organizing authorities, limited its electoral gains. Rather than being discouraged by these results, this first attempt should be viewed as a trial phase whose lessons will enable better performance in the upcoming general elections—provided that their integrity is secured beforehand. In fact, the demand for changing the political class is a flame currently burning across all segments of the Congolese population. What is lacking is effective organizational and strategic coordination to translate this demand into result.

The present conclave is intended to conduct the strategic reflection necessary to effectively equip Congolese civil society to carry out, from 2026 to 2028 and beyond, meaningful actions to address the ongoing political challenges and to bring about a democratic revolution through the renewal of the political class from the next general elections.

3. Key Questions to Address

“How can a mobilizable civil society emerge, and how should it be mobilized to confront the current political challenges with a view to achieving a democratic revolution in the DRC by 2028?” This is the central question of the conclave.

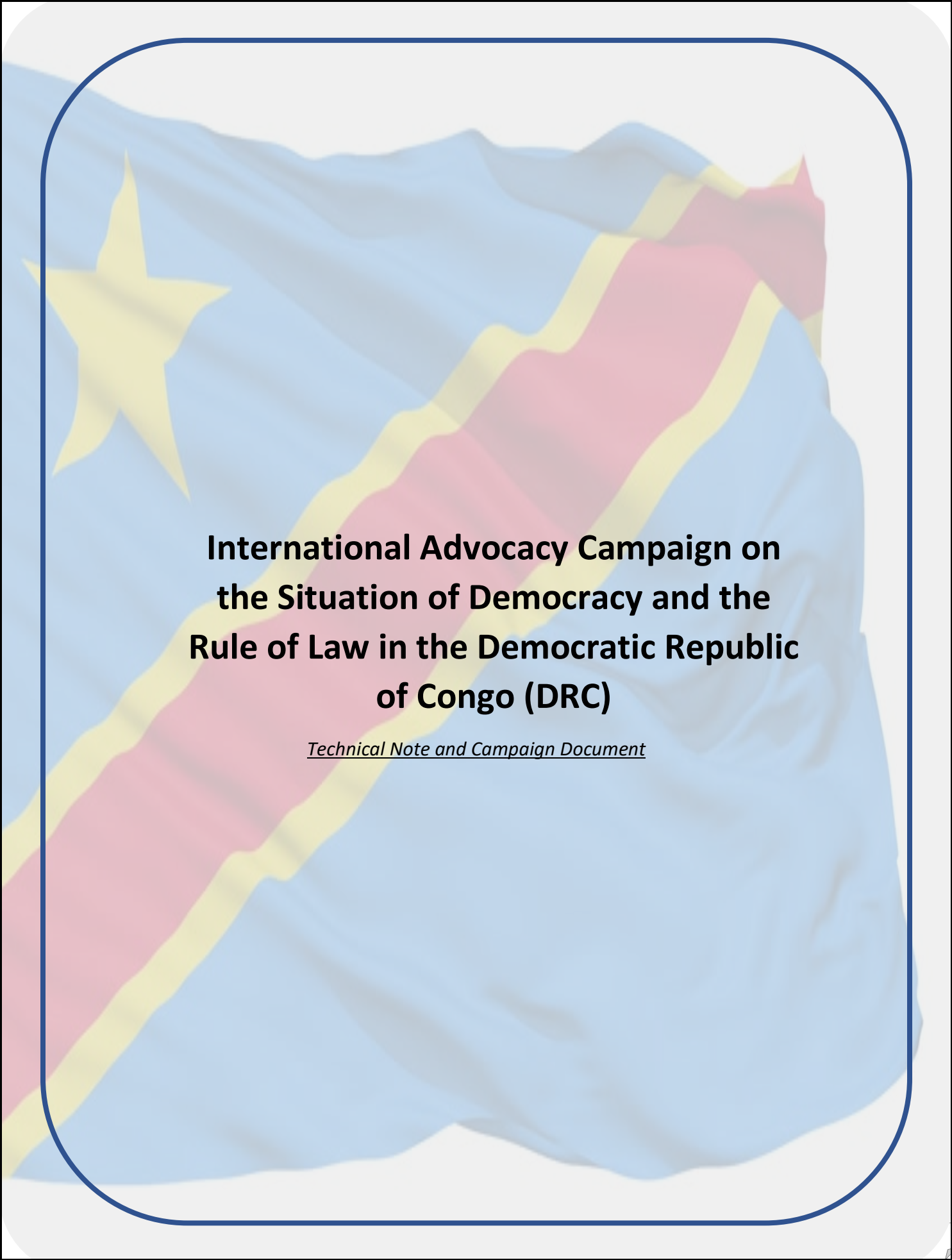
To recall, there are three major issues that call for active engagement from Congolese civil society, given the further weakening of opposition political parties:

1. Preventing the retrograde amendment of the 2006 Constitution;
2. Securing the integrity of the upcoming elections;
3. Changing the Congolese political class.

These three issues require strong *civil actions* in the political sphere—in other words, a deliberate political engagement by civil society that challenges its traditional credo of political neutrality.

The conclave will focus on identifying concrete responses to the practical questions implied by this engagement, such as:

- How can a mobilizable civil society be brought into existence?
- What strategies should this civil society implement in order to:
 - Prevent the retrograde amendment of the 2006 Constitution?
 - Secure the integrity of the upcoming general elections?
 - Create a social movement capable of changing the political class?
- What strategy or strategies should guide collaboration with opposition political parties to pursue convergent agendas without becoming their stepping stone?
- What political structures should be established to enable civil society members to compete in future elections?
- How can high-quality civil society candidates be effectively selected to form the new political class?
- What strategies are needed to conduct an effective electoral campaign, monitor the integrity of the elections, and defend the expressed votes when necessary?
- What government programme should the civil society electoral platform present to the Congolese population?
- How can the resources required for a democratic revolution led by civil society be mobilized?
- How can the international community be re-mobilized to actively contribute to safeguarding democracy and the rule of law in the DRC?
- Etc.

The background of the entire page is a large, slightly faded image of the flag of the Democratic Republic of Congo. The flag features a light blue field with a large yellow five-pointed star in the upper left corner. A diagonal band of red, bordered by thin yellow lines, runs from the bottom left to the top right. The entire page is framed by a thin black border with rounded corners.

International Advocacy Campaign on the Situation of Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (DRC)

Technical Note and Campaign Document

I. Technical Note

This campaign aims to raise awareness within the international community about the domestic political challenges facing the Democratic Republic of Congo (DRC), with the objective of encouraging renewed engagement in efforts to strengthen democracy and the rule of law in the country.

CARSOC seeks to invite individuals and organizations committed to promoting democracy worldwide to contribute to the re-mobilization of the international community in support of democracy and the rule of law in the DRC by amplifying this advocacy campaign within their respective networks of stakeholders (both public and private).

This campaign, launched in February 2026, is intended to be permanent. The supporting document is continuously updated to reflect relevant developments in the state of democracy and the rule of law in the DRC.

Several international organizations have already been engaged through this campaign by receiving, via correspondence, the document entitled ***“The State of Democracy, Rule of Law, and Socio-Political Forces in the Democratic Republic of Congo Since Early 2026: What Should Be Done?”*** (see below).

The current objective is, starting in summer 2026, to begin advocating to the heads of government of Western countries (in the Americas and Europe) by delivering the information contained in the aforementioned document **in person**, rather than through written correspondence.

This in-person advocacy is to be carried out by a team of approximately five Congolese civil society actors, representing a broader coalition of relevant organizations and civic personalities.

The expected outcomes of this advocacy effort are:

- **Increased pressure on the government in Kinshasa;**
- **Increased resources for the rapid reconstruction of a mobilizable civil society in the DRC** (following the model of the **DRC 2028+ Project** described below).

The governments targeted by this campaign are those currently demonstrating strong commitment to global democracy-related issues. These include Canada, Spain, France, Belgium, the United Kingdom, Germany, Sweden, Denmark, the European Union, Brazil, Mexico, ...

Implementing this campaign requires resources to ensure the availability and travel of the campaign team members. Mobilizing these resources is a prerequisite for carrying out the campaign.

**THE STATE OF DEMOCRACY, RULE OF LAW, AND SOCIO-POLITICAL FORCES
IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO SINCE EARLY 2026:
WHAT SHOULD BE DONE?**

The Deconstruction of Congolese Democracy in Brief:

- **2011:** President Joseph Kabila amended the 2006 Constitution to change the presidential election from two rounds to a single round — a configuration that favored his re-election.
- **2018:** An opposition candidate who lost the presidential election, Mr. Félix Tshisekedi, was substituted for another opposition candidate who actually won the election, Mr. Martin Fayulu, to become President of the Republic — because the outgoing regime had decided to share power with him.
- **2021:** An institutional coup was carried out in the National Assembly to grant President Félix Tshisekedi a parliamentary majority, in open violation of the laws of the Republic.
- **2023:** Voting machines were distributed to supporters of the ruling power to stuff ballot boxes during the chaotic general elections of December, which were moreover organized in open violation of the laws of the Republic.
- **2026:** On May 6, 2026, President Félix Tshisekedi reconfirmed in a press conference his plan — first announced in October 2024 — to hold a constitutional referendum to amend the 2006 Constitution, which bars him from seeking a third presidential term. A referendum whose process and outcome are certain to be manipulated, defiantly, as for the 2018 and 2023 elections.

The deconstruction of democracy and the rule of law—which had only begun to take root in the Democratic Republic of Congo since the adoption of the 2006 Constitution and the organization of general elections that same year—started under the regime of Joseph Kabila (2001–2018).

By way of illustration, this process included the 2011 constitutional amendment that replaced the two-round presidential election with a single-round system in order to increase the incumbent President’s chances of victory; the refusal to organize elections in 2016 with the aim of securing a third presidential term, despite the constitutional prohibition; and the substitution of the winner of the 2018 presidential election, Mr. Martin Fayulu, with one of the defeated candidates, Mr. Félix Tshisekedi, who was proclaimed President of the Republic after agreeing to share power with the outgoing President Joseph Kabila, who had ultimately been unable to run again.

This dynamic of democratic backsliding then accelerated under President Félix Tshisekedi’s regime. It notably manifested itself through the illegal overturning of the parliamentary majority in 2021; a mode of governance marked by persistent and deliberate violations of the law and the Constitution; a deliberately flawed electoral process in December 2023, characterized by the targeted distribution of voting machines to supporters of the ruling power to facilitate electoral fraud; and the official announcement, in October 2024, of a constitutional reform project aimed at enabling a third presidential term. After having been put on hold in 2025 due to military pressure from the AFC/M23 rebellion, marked by the capture of the cities of Goma and Bukavu, this project was reactivated in 2026 by those in power in Kinshasa. To illustrate their determination, the Second Vice-President of the Senate, Mr. Modeste Bahati Lukwebo—an influential member of the presidential majority—was forced to resign after publicly opposing the project during a press conference on March 4, 2026. To prevent any future dissent!

In his press conference of May 6, 2026, President Félix Tshisekedi reconfirmed his plan: a **constitutional referendum** and a **third term** “if the people request it” through that referendum. Following this announcement, the National Assembly adopted the draft referendum law on May 27, 2026. In light of the 2018 and 2023 elections, there is little doubt about the outcome of such a referendum if it is indeed organized. The President also confirmed that the **2028 elections would not be organized** as long as parts of North Kivu and South Kivu remain under rebel occupation, while nonetheless maintaining his referendum project. Yet this occupation did not prevent him to organize the 2023 elections, which simply excluded certain occupied territories of North Kivu.

Since the beginning of 2026, explicit and deliberate violations of the civil and political rights of Congolese citizens—already observed since the second half of 2025—have further demonstrated the advanced decline of democracy and the rule of law, in a clear trajectory toward the consolidation of an authoritarian regime in the DRC. These violations are manifested notably through:

- **Harassment, nighttime abductions, and arbitrary arrests of dissenting voices:**
 - Aubin Minaku, Emmanuel Shadari, John Kabamba, Stéphane Shisso, Nathanaël Onokomba, Papy Mawesi, Dunia Kilanga, Parole Kamizelo, Norbert Yamba Yamba, etc.
- **Forced exile of opposition party leaders and other civic actors:**
 - Joseph Kabila, Matata Mponyo, Moïse Katumbi, Seth Kikuni, Claudel Lubaya, Frank Diongo, Jean-Claude Vuemba, Pero Luwara, etc.
- **Suspension or prohibition of activities of opposition political parties, particularly those that chose to align with the former President of the Republic within the “Sauvons la RDC” platform.**

This process of dismantling democracy and the rule of law stems primarily from the determination of the ruling elites to perpetuate their political dominance and preserve a predatory system. Its implementation is facilitated by the structural and chronic weaknesses of internal social and political forces.

The disintegration and demobilization of Congolese civil society as a militant social force—except for the notable role of the leadership of the Catholic Church and the Protestant Church in Congo—are now highly advanced. This situation continues to worsen as democracy and the rule of law regress. Yet, under such circumstances, the opposite dynamic would have been desirable, in order to keep alive the struggle for political freedoms and socio-economic rights. If this reality is not corrected quickly, Congolese society will remain an easy prey for the dictatorial ambitions of any ruler, including those emerging from the political opposition—a reality clearly illustrated by the current President.

The severe weakening of opposition political parties constitutes another major reality that leaves the ruling power without any real counterweight. Their inconsistency and lack of coherence in political struggle over the last four electoral cycles have ultimately eroded public trust, with populations increasingly becoming unresponsive to their calls for mobilization. This political weakening affects both parliamentary and extra-parliamentary opposition. Before the 2023 elections, there still existed within the institutions a parliamentary opposition capable of influencing institutional political dynamics. Today, it has been reduced to around 20 deputies out of 500 in the National Assembly, none in the 26 provincial assemblies, and only 3 senators out of 100 in the Senate.

One actor that had begun to exert a balance of power capable of significantly influencing the political actions of the central government was the AFC/M23 rebellion, supported by Rwanda, particularly after the capture of the cities of Goma and Bukavu in January and February 2025. However, following the signing of the DRC-Rwanda Peace Agreement in Washington on December 4, 2025, and the subsequent loss of its military leverage, the AFC/M23 is now politically weakened. This loss of leverage is all the more evident as the government in Kinshasa is no longer eager to negotiate, with the objective of postponing the 2028 elections

by invoking the continuation of the conflict. It should be noted that the exploitation of Rwanda's aggression as political capital in domestic politics has been pushed to the extreme since the beginning of the rebellion, in contrast to the numerous other armed conflicts currently underway across the country.

Finally, the growing fatigue of the international community with the inconsistency and lack of credibility of Congolese political actors has led to near-indifference regarding issues of democracy and the rule of law in the DRC. After exerting strong pressure on Joseph Kabila's regime between 2016 and 2018 to prevent a third term, the international community has gradually accommodated the multiple assaults on the fragile Congolese democracy by the current government. This attitude has given the latter greater latitude to pursue—and even intensify—the violations of civil and political rights outlined above.

In this context, it is important to consider how the December 2025 USA-DRC “mining agreement” is becoming an accelerator of the destruction of Congolese democracy. Indeed, considering that large portions of this agreement remain confidential, here is how President Félix Tshisekedi used it to justify his constitutional reform project during a press conference on May 6, 2026: **“The Americans demanded certain reforms that must be carried out within the justice system, and these reforms cannot be implemented without revising the Constitution. So, are you going to forbid us from revising it because there are two or three nobodies who don't want the Constitution to be touched, and we are going to condemn an entire country, an entire nation, just to please those two or three nobodies?”**

What if this alleged U.S. request was merely aimed at protecting its nationals from prosecution for offenses committed in the context of implementing this agreement?

However, the most serious issue is the subordination of the country's Constitution to a commercial contract and to the demands of another State, in defiance of national institutions and of the Congolese people, whose voices opposing both the contract and the constitutional change are being silenced.

Finally, the U.S. government is reportedly being solicited—through questionable lobbying that may involve corruption—to politically strengthen the power in Kinshasa by interfering in Congolese domestic politics. A notable example would be the U.S. sanctions or threats of sanctions on Congolese political opponents, such as the highly debated sanctions imposed on former President Joseph Kabila on April 30, 2026, under the pretext that these individuals undermine the implementation of the DRC-Rwanda peace agreements. Yet all indications suggest that ensuring the implementation of the mining agreement has become the determining factor behind the actions of the U.S. government aimed at securing the full cooperation of President Tshisekedi.

What Should Be Done?

Rebuilding a strong and mobilizable civil society across the entire country, on the one hand, and re-mobilizing the international community (mostly the **middle powers** capable of compensating for the current posture of the U.S. administration) so that it re-engages with Congolese political issues, on the other hand, these are the two urgent actions that are required to safeguard democracy and the rule of law in the DRC.

Indeed, there are in the DRC two major civil society structures whose leaderships have demonstrated unwavering commitment to Congolese democracy: the Catholic Church of Congo and the Protestant Church in Congo. These are also the two institutions with an effective presence throughout the national territory, through parish networks attended by more than 85% of Congolese citizens. At the local level, these parishes are the best-organized and best-resourced structures, both in terms of infrastructure and human resources, composed of active lay elites. All these factors make these two institutions the foundation for rapidly rebuilding a strong and mobilizable civil society. The urgency of organizing these lay parishioners is clear.

To re-mobilize the international community, it is up to Congolese civic elites committed to democracy and the rule of law to undertake credible advocacy efforts. They must quickly form teams composed of new, competent, and trustworthy figures in whom international actors can once again place confidence. The goal is to secure two commitments from these actors: **substantial support for the rapid reconstruction of a mobilizable Congolese civil society**, and **increased pressure on Congolese authorities**.

The inclusive national dialogue so often demanded—for which the leaders of the two aforementioned Churches have made significant efforts since January 2025, but to which the government in Kinshasa continues to oppose itself—remains essential for defining a credible roadmap to safeguard democracy and the rule of law in Congo. The struggle for its realization must continue. However, in the absence of structured social forces and effective political pressure—both internal and external—capable of compelling the government to comply with the resulting roadmap, it risks remaining a dead letter.

The background of the slide is a stylized, wavy representation of the flag of the Democratic Republic of Congo. It features a light blue field with a large yellow five-pointed star in the upper left corner. A diagonal band of red, bordered by thin yellow lines, runs from the bottom left to the top right. The entire graphic is enclosed in a dark blue rounded rectangle.

DRC 2028+ Project

**« Rebuilding a Mobilizable Civil Society to Defend
Democracy and the Rule of Law in the
Democratic Republic of Congo (2026–2030) »**

SUMMARY

Title :	DRC 2028+ Project « Rebuilding a Mobilizable Civil Society to Defend Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (2026–2030) »
Domain :	• Civil Society Development • Promotion of Democracy and Good Governance
Place of implementation :	• Democratic Republic of Congo: all over the country
Executing body :	Consortium composed of the following organizations: • CARSOC – Center for Support to the Strengthening of Civil Society and Good Governance in the Democratic Republic of Congo • Catholic Church of Congo • Church of Christ in Congo • Other relevant Congolese civil society organizations and personalities (operating in the DRC and within the diaspora)
Source de financement :	• CARSOC • IRSC – Institute for the Reconstruction of Congolese Society • Various Congolese civil society organizations • Congolese population and notable civic personalities • Various international partners.
Durée :	2026 – 2030
Conception :	• CARSOC • IRSC

I. PROJECT BACKGROUND

The Democratic Republic of Congo (DRC) is a State whose population is trapped in extreme poverty (despite its status often described as a geological scandal) because of the quality of its past and current leaders, who impose widespread practices of poor governance and systematically undermine democracy and the rule of law.

The persistence of these practices stems primarily from the determination of the ruling elites to perpetuate their political domination and preserve a predatory system that ensures their personal enrichment through poor governance. Its implementation is facilitated by the structural and chronic weaknesses of internal social and political forces.

The disintegration and demobilization of Congolese civil society as a militant social force are now highly advanced — with the notable exception of the leadership of the Catholic Church of Congo and that of the Protestant Church in Congo (although their “top-down” mode of action has shown its limits in terms of impact on the current authorities in Kinshasa). This situation continues to worsen as democracy and the rule of law recede. Yet the opposite would have been desirable in such a context, in order to keep alive, the flame of political struggle and the defense of socio-economic rights. If this reality is not corrected quickly, Congolese society will remain an easy prey for the dictatorial ambitions of any ruler, including those emerging from the political opposition — the current president being a striking illustration.

Furthermore, the severe weakening of opposition political parties constitutes another major reality that leaves the ruling power without any real counterweight.

In light of these observations, the urgent reconstruction across the entire national territory of a mobilizable civil society capable of defending democracy and the rule of law constitutes the only viable path forward. Salvation will not come from abroad, although efforts must still be made to re-mobilize the international community so that it exerts the necessary pressure on Congolese authorities. This renewed international engagement should primarily translate into strong support for the reconstruction of Congolese civil society — of which the present project is one modality.

In the DRC, two major civil society structures have leaderships whose commitment to Congolese democracy is unwavering: the Catholic Church of Congo and the Protestant Church in Congo. These are also the two structures with an effective presence throughout the national territory, through parishes spread across the country and attended by more than 85% of Congolese citizens. At the local level, these parishes are among the best-organized and best-equipped structures, both in terms of infrastructure and human resources, composed of active lay elites as parishioners. All these factors make these two structures the foundation for rapidly rebuilding a strong and mobilizable civil society. The urgency of organizing these lay parishioners is undeniable.

The DRC 2028+ Project (the “+” indicating the target of “2028 and beyond”) is designed to capitalize on these resources in order to transform lay parishioners (Christians and others) into genuine socio-political forces for change in the Democratic Republic of Congo.

II. PROJECT DESCRIPTION

II.2.1. Vision

The vision of the DRC 2028+ Project is to « *develop Congolese civil society to compel future leaders to deliver performance* ».

II.2.2. Mission

The mission of the DRC 2028+ Project is formulated as follows:

« *Create and/or strengthen the mobilization and collective action capacities of Congolese civil society to:*

1. *Influence and monitor the actions of those in power;*
2. *Defend democracy and good governance;*
3. *Effectively claim the right to socio-economic well-being;*
4. *Change the political class ».*

II.2.3. Objectives

The objectives pursued by the DRC 2028+ Project are:

1. To foster the emergence and support the organizational development of social groups (new and pre-existing) within Congolese localities.
2. To increase the awareness and responsiveness of social groups and local residents regarding the defense and promotion of the general interest at both local and supra-local levels.
3. To enhance the effectiveness of collective mobilization by social groups and local residents at the local and supra-local levels.
4. To strengthen the capacities of social groups and local residents to defend democracy, good governance, and socio-economic rights.
5. To reinforce the ability of Congolese voters to effectively select future leaders in order to change the political class.

II.2.4. Activities

The strategy of the DRC 2028+ Project comprises the following two essential pillars:

1. Establishing in each territory of a Catholic parish (which integrate one or more Protestant parishes) at least one permanent structure acting both as a local civil society actor and as an agent for its development.

There are approximately 1,445 Catholic parishes in the DRC, within whose territories one or several Protestant parishes also operate. The permanent local action structures created under the project

will consist of teams of ten to fifteen volunteers, composed of lay members actively involved in the daily activities of their respective parishes.

The choice of the parish territory as the locus for project implementation is justified by the fact that it is a small, clearly defined geographic space, allowing for close-proximity engagement with local groups and residents. Moreover, anchoring the project's permanent structures within parishes is also a response to the current repressive political context. The infrastructures and facilitators of these structures may benefit from a degree of protection, as parishes are often regarded as sacred spaces.

2. Strengthening the operational capacities (skills of facilitators and organizational functioning) of these permanent local action structures.

The most important task of the national leadership of the DRC 2028+ Project will be to work on capacity-building for the various permanent structures created within the parishes. To this end, the Board of Directors and the national leadership will design, mobilize resources for, and implement specific projects aimed at achieving this objective.

These permanent local action structures will carry out, on the ground (within each parish territory), the main activities contributing to the achievement of the objectives of the DRC 2028+ Project mentioned above. These activities are as follows:

1. Activities to support organizational development, increase responsiveness, and improve the effectiveness of collective mobilization of local groups (first three objectives):

- a. Identify existing formal and informal local social groups and promote the creation of additional civic-action social groups.
- b. Train members of local social groups on how to develop their organizations.
- c. Train members of local social groups on identifying issues of general interest to be promoted or defended, and on defining their strategies for action within civil society.
- d. Train members of local social groups on techniques of collective mobilization and network-based action in the public sphere.
- e. Support the creation and organizational development of collective-mobilization networks among local groups.

2. Activities to defend democracy, good governance, and socio-economic rights (fourth objective):

- a. Inform and raise awareness among local social groups on issues related to democracy, good governance, and economic and social rights.
- b. Train local social groups on techniques of social (citizen) oversight of democracy and good governance at local and supra-local levels.
- c. Train local social groups on techniques for claiming economic and social rights at local and supra-local levels.
- d. Mobilize local social groups and residents to defend democracy, good governance, and socio-economic rights.

3. Activities to change the Congolese political class (fifth objective):

- a. Raise awareness among local social groups and residents to foster the emergence of a “Social Movement for Changing the Congolese Political Class (MCCP).”
- b. Train members of local social groups to identify and select high-quality candidates to present in upcoming elections.
- c. Strengthen the capacities of selected candidates to organize politically and win elections.
- d. Train voters to cast strategic votes in favor of their selected candidates.
- e. Mobilize local social groups and residents to secure credible elections, ensure voter turnout on election day, and monitor and defend the results of the ballot boxes.

Despite the large number of activities to be carried out by the permanent structures created in the various parishes, they can be grouped into three categories of actions that must be systematized and made more effective for grassroots populations and social groups if significant results are to be achieved in civil society’s struggle to defend democracy and the rule of law in the DRC. These are:

1. **Awareness-raising** (information),
2. **Training** (capacity-building),
3. **Mobilization** (mass action).

III. TARGET AUDIENCE

The permanent structures created within parish territories across the country will direct their activities toward the following target groups:

- Local formal and informal groups of youth, women, etc.;
- Local professional associations and organizations;
- Community leaders;
- Local households;
- Local intellectual elites (teachers, clergy, doctors, etc.);
- Lay parishioners of local churches;
- Any eligible voter living in the locality;
- Any non-voting youth who can be mobilized for collective action.

IV. EXPECTED RESULTS

The expected results of the DRC 2028+ Project are as follows:

1. Local civic-action groups multiply, develop, become more dynamic, and mobilize collectively in an effective and frequent manner through networks at both local and supra-local levels, bringing local residents into action to defend democracy, the rule of law, and socio-economic rights.

2. The vast majority of elected officials in the next legislature (2028 or later), at all levels, no longer belong to the current political class but come instead from candidates selected by local communities.
3. Elected officials in the next legislature (2028 or later) work for the general interest and perform effectively in delivering public services — either because they voluntarily constrain themselves out of fear of electoral sanction, or because they are compelled to do so by the dynamism of a now-reconstructed civil society.

V. FUNDING

The DRC 2028+ Project will require the mobilization of substantial funding both locally within the DRC and internationally (a separate document will detail the project budget).

1. Local funding in the DRC

Contributions from ordinary Congolese citizens will be solicited through various channels, particularly collections organized by parishes to support the struggle for democracy and the rule of law. Congolese elites (economic and political) who share this cause will be encouraged to contribute in a much more significant manner.

2. Funding from the Congolese diaspora

The Congolese diaspora is highly sensitive to the struggle for democracy and the rule of law in the DRC. Effective mechanisms to encourage and capture their financial contributions will be put in place.

3. Funding from partners

Within the international community, there are various multilateral and bilateral funds dedicated to supporting civil society development as well as the promotion of democracy and good governance worldwide. Private funds from organizations and philanthropists also provide substantial support to these causes. The project will work to secure these funds from different partners.

VI. PROJECT TEAM

The DRC 2028+ Project will be managed by a consortium, called the **DRC 2028+ Consortium**, which will serve as the project's Board of Directors. It will be composed of delegates from major civil society organizations as well as selected Congolese civic figures operating both within the DRC and abroad (diaspora). This Board of Directors will establish a **national office** and **regional offices** across the country to manage the project's day-to-day operations in the field, while maintaining a lean and agile administrative structure.